

Géopolitique des violences ethno-numériques en contexte d'élection présidentielle au Cameroun

Geopolitics of ethno-digital violence in the context of the presidential election in Cameroon

Alex Renaud ONDOA

Enseignant chercheur

Laboratoire d'Analyses des Dynamiques Internationales et Géopolitiques (LADIG)

Faculté des sciences juridiques et politiques (FSJP)

Université de Yaoundé II

Cameroun

Date de soumission : 29/08/2025

Date d'acceptation : 21/02/2026

Pour citer cet article :

ONDOA. A. R. (2026) «Géopolitique des violences ethno-numériques en contexte d'élection présidentielle au Cameroun», Revue Internationale du chercheur «Volume 7 : Numéro 1» pp : 641-671

Résumé

La montée en puissance des médias sociaux en Afrique a suscité le questionnement des chercheurs sur le potentiel et la capacité réelle des surfaces dématérialisées à reconfigurer les mobilisations électorales, la compétition politique et d'une façon plus globale, à revitaliser le processus démocratique. Au Cameroun, malgré l'enthousiasme du e-politique lié aux logiciels techno-libéraux, la communication suggérée par quelques acteurs politiques soutenus par leurs militants (virtuels comme physiques) a surtout rallié des dynamiques concurrentielles étayées par des calculs de revendications primitives d'appartenance, d'affections ethno-régionales et de rivalités hégémoniques pour se positionner dans le jeu politique de l'élection présidentielle.

Mots-clés : géopolitique ; violences ethno-numériques ; ethnonymie ; élection présidentielle

Abstract

The rise of social media in Africa has prompted researchers to question the potential of the Internet and the actual ability of virtual platforms to reshape electoral mobilizations, political competition, and more broadly, revitalize the Camerounian democratic process. Despite the enthusiasm for e-politics associated with techno-liberal software, the communication suggested by some political actors, supported by their militants (virtual as well as physical), has mainly attracted competitive dynamics fueled by calculations of primitive claims of belonging, ethno-regional affections, and hegemonic rivalries to position themselves in the political game of the presidential election.

Keywords : geopolitics; ethno-digital violence ; ethnonymy ; presidential election

Introduction

L'élection présidentielle s'impose comme une ressource importante de polarisation de la compétition politique et de l'espace public. Elle conforte l'idée que le processus de libéralisation politique consolidé autour du vote communautaire dès 1992 (Njoya, 2005) favorise l'émergence ou la reproduction de « la politique par l'ethnie » (Mouiche, 2000) qui occupe une place centrale dans le jeu politique des « stigmates » et du pouvoir communautaire (Pountounigni Mfenjou, 2024). En effet, le marché politique camerounais est dominé par les transactions ethniques (Noah Noah, 2023) qui conditionnent les stratégies de positionnement des acteurs politiques. Depuis 2018, cette grande cuvée politique est devenue le laboratoire d'expérimentation d'un type de subversion entre deux hégémons identitaires au Cameroun. Le phénomène de cristallisation communautaire et régionale s'est institutionnalisé à travers une nouvelle lexicologie issue de la lutte pour le monopole politique dans le cyberspace. Une phraséologie construite dans la société numérique s'est fissurée en blocs antagonistes, adoubant des « camerounismes » à l'historicité floue et incertaine¹ comme soubassement non négligeable de la sociologie d'un pays où se heurtent deux communautés culturelles. De nouveaux vocables porteurs d'endoctrinement enrichissent dorénavant la littérature politique camerounaise d'un mode d'anathémisation qui rend compte du retour des régionalismes identitaires. Malgré que « les réseaux sociaux numériques constituent aujourd'hui un espace majeur d'échanges sociaux » (Bongoua, et al., 2025), force est de constater qu'on ne débat plus pour des idées éclatées. On s'affronte plutôt par ethnies interposées au gré des formes de « solidarité communautaire du vote » (Issekin, 2020). Derrière (chaque) un parti politique se cache désormais un ailleurs ethnique blâmable qui déploie l'étiquetage d'une figure politique, d'une opposition politique ou d'un régime politique sous le prisme du lien avec un groupe social. La posture manichéiste des catégories politiques *sardinard* (*biyamerounais*) et *tontinard* (*taliban*) qui se sont vulgarisées sur les réseaux sociaux, doit être moins cosmétique et plus opératoire pour expliquer leur actualité conceptuelle et leur pertinence substantielle de la vie politique. Celle-ci renseigne sur la fabrique d'un « clivage politique de substitution » (Menguele Menyengue & Mfenjou Ndam, 2023) construit en termes de comportements qui informent sur

¹ Il est difficile de déterminer la paternité et la chronologie exactes des mots « sardinard » et « tontinard ». D'après Batouri Ngoffi, le premier fut « forgé et popularisé par Paul Chouta (journaliste free-lance) qui tire son origine du parti-État RDPC ». Pour Alain Patrick Fouda, c'est plutôt un manifestant virtuel pro-kamto, Olivier K., qui s'est dit heurté par le vocabulaire « insultant » du second à l'endroit des Bamilékés. Alors, pour faire acte de protestation (selon ses dires) contre le « tontinard », il a créé une sorte d'antonyme : « sardinard ». Une attaque contre « ceux des Camerounais qui se laissent convaincre par le pouvoir, en contrepartie de pains et de boîtes de sardines ».

une autre façon d'aborder la question du désordre sociopolitique au Cameroun. En 2025, la tonalité caricaturale de ces interprétations antinomiques de l'élection présidentielle, est reprise inconsciemment ou de plein gré par des militants captifs de leur propre identité. Sans trop se soucier des sens cachés des référents idéologiques que ce dualisme crisogène dicte, et sans se préoccuper non plus de savoir à quels enjeux chacune de ces dynamiques centrifuges renvoie exactement, leur usage répété est devenu courant sur les réseaux sociaux pour ritualiser les procédés de dépréciation du politique.

Par violences ethno-numériques, on entend la circulation des conduites pulsionnelles et des querelles d'aversion exprimées par des entrepreneurs politico-identitaires et leurs e-militants dans la rue dématérialisée des réseaux sociaux. Des tribunes d'exposition au dénigrement systématique de composantes socioculturelles sur la base de leur inhérence à une tribu vont étayer la politique des slogans du différentialisme régional, spécifier les variations perverses de l'homologie ethnique et nourrir l'inflation des allégories de groupes sociaux. En réalité, le champ de bataille est la « toile » elle-même qui semble contredire durement la paix sociale. S'ensuit alors une influence sur les réseaux sociaux qui préjuge du montage émotionnel partagé entre les politiques et les récepteurs de leurs effets sur le cyberspace. Ces « marqueurs » selon Pierre Conesa, en tant que faiseurs d'opinions (Conesa, 2011), ont façonné « un travail d'imposition de sens » par des jugements de chauvinisme tribal qui pénètrent le corps social entier. Des activités langagières rendent compte des manières vivaces de certains mots pouvant déboucher sur des frustrations, des peurs et des rancœurs entre des communautés dans les surfaces immatérielles. On s'inscrit ainsi dans la construction de deux éthos culturels supposément en confrontation qui exercent un fort tropisme sur la politique au Cameroun sous la forme de « déchirements politico-linguistiques ». Concrètement, le pouvoir a été donné au virtuel pour structurer la réalité sociale par la montée en puissance des stratégies tératogènes qui font sens sur le terrain de l'ethnie. D'où la migration des considérations tribales dans le discours ordinaire. Dans le registre des généralités confusionnelles de l'ontologie, la notabilité, la spéculation et la stigmatisation, reflétant les perceptions que ces peuples ont d'eux-mêmes et des autres, le Beti² est « noble », « seigneur », « fier », « digne », « altruiste » et « hospitalier ». On l'oppose au Bamiléké (*ngeulafi* – terme péjoratif indiquant singulièrement les ressortissants

² Le mot « Beti » désigne un peuple bantou du Cameroun (comprenant principalement les Ewondo, Eton, Manguissa et d'autres sous-groupes) connu pour être le plus grand groupe ethnique réparti dans la région du centre. Lire à cet effet, Pierre Alexandre, « Proto-histoire du groupe beti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire », *Cahiers d'Études africaines*, 1965, p.503-560, et Vincent Paul Ndougssa, *Les peuples beti du Cameroun : origine, ethnies et traditions*, Paris, L'Harmattan, 2018, 443 p.

de l'Ouest-Cameroun) qu'il affuble d'« esclave », « envahisseur », « hypocrite », « malhonnête », « avare » et « prédateur ». En sens inverse, le Bamiléké³ s'apparente à un individu « respectueux des valeurs ancestrales », « intelligent », « travailleur », « dynamique », « supérieur » et « utilitariste » ; tandis que le Beti (*nkwa* – terme péjoratif pouvant s'appliquer à tout non-Bamiléké ou à des groupes ethniques concurrents) désigne un « idiot », un « vautrien », un « alcolo », un « paresseux », un « vaniteux » et un « parasite ». Ce répertoire représentationnel symbolise les expressions consacrées et les arguments d'autorité d'une nouvelle forme de violence saisie comme un accélérateur de la déconstruction des fragiles fondations du vivre-ensemble unitaire au Cameroun. Le trafic dense de ces discours clôturés sur les réseaux sociaux tend à diaboliser *Autrui* pendant que le *Moi* se revêt d'attributs glorificateurs. Le jeu énonciateur de stéréotypes ethno-lâtres et de falsification des identités pour mieux le disqualifier, est devenu un important étalon de mesure qui meuble l'entreprise de discrédit, de dévalorisation, d'inimitié et de damnation de l'*Autre*. Une telle construction de la réputation présente à la fois les réseaux sociaux comme des « arènes d'affrontements » et une arme discursive d'assignation sentencieuse, non pas de l'adversaire politique mais de l'ennemi communautaire. On observe une hystérie collective à conformer dans les « jungles virtuelles », ces expressions de la division qui mettent en insécurité le paysage politique et le pays tout entier.

La présente contribution mobilise une revue de la littérature ayant ciblé des publications classiques mais surtout récentes afin de garantir que les données d'analyse soient complètes et à jour par rapport à l'élection présidentielle de 2025. Des publications parues entre 2020 et 2024 ont principalement été retenues, car elles reflètent les tendances récentes et les avancées dans ce domaine de recherche. Les critères de sélection des sources incluent la pertinence des articles par rapport aux risques de rupture de la cohésion sociale.

Cette entreprise heuristique mobilise un cadre théorique pluralisant autour des champs croisés de la science politique, de la sociologie numérique et de l'analyse des discours politiques, qui éclairent les spatialités du pouvoir, les représentations territoriales et les récits de légitimation des différents protagonistes. Mais, elle souscrit davantage au paradigme de la géopolitique

³ Le nom « Bamiléké » renvoie à un groupe ethnique important du Cameroun vivant principalement dans la région de l'Ouest, connue sous le nom de « pays Bamiléké » qui occupe une vaste région de savane et les hauts-plateaux volcaniques du Grassland, où l'on trouve également les « Bamoun » et les « Tikar ». Lire en ce sens, Roland Dizain, « Le facteur de l'expansion Bamiléké au Cameroun », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 1953, p.117-126 et Nombissie Ma Tchouake, « La construction de l'imaginaire socio-politique bamiléké et les prémices de la rébellion dans l'Ouest-Cameroun », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 2007, p.243-269.

interne de Béatrice Giblin, dont la démarche étudie des rivalités entre diverses forces politiques à l'intérieur d'un même État (Giblin, 2012). La géopolitique interne offre une compréhension plus large des jeux d'influence des forces numériques en présence ainsi que les nouveaux enjeux de la grammaire violente qui sont associés à la construction anxiogène de l'élection présidentielle au Cameroun. En ce sens, la normalisation des tendances lourdes du marché numérique dystopique s'opère à deux niveaux dans la société camerounaise. D'un côté, le populisme en ligne impose un tournant numérique de la société (Pontoizeau, 2018) par des conduites racoleuses et erronées qui exaltent une violence réactionnaire et identitaire. Sa fonction consiste à disqualifier les acteurs politiques par l'émotion de la rumeur, du mensonge et des préjugés, dans le but de faire adhérer des internautes à une mobilisation de l'ethnicité comme ferment idéologique de la politique au Cameroun. De l'autre côté, les réseaux sociaux favorisent la radicalisation en ligne en ce qu'ils mettent permanemment en scène des armées cybernétiques du conflit et de l'exclusion qui ignorent les normes politiques communément acceptées. En faisant émerger de nouvelles positions plus figées pour expulser la contrariété et d'autres formes d'altérité, les médias sociaux laissent transparaître une certaine brutalité du discours qui gagne du terrain sur la toile par l'ancrage de points de vue extrêmes (le choix imposé des camps). Fort de cela, tout argumentaire opposé est une déclaration de guerre dans la rue dématérialisée.

La question centrale qui interroge notre réflexion peut-être formulée ainsi qu'il suit : Comment les éléments de langage qui innervent la vie publique digitale en contexte d'élection présidentielle participent-ils à la légitimation des hégémonies identitaires et à la fragmentation du champ politique camerounais ? Cette préoccupation principale se décline en deux sous-questions opérationnelles qui orientent l'analyse : Dans quelle mesure les ethnonymes de prédilection de la rhétorique populiste en période électorale font-ils sens sur le terrain des clivages ethno-politiques ? Quelles sont les répercussions des récits médiatiques ou fictionnels des entrepreneurs identitaires qui leur sont associés sur les plateformes miniaturisées prises comme des arènes politiques ? Ce questionnement oriente la réflexion vers une analyse des violences symboliques, discursives et identitaires qui circulent sur les réseaux sociaux camerounais pendant l'élection présidentielle. Dans un environnement marqué par la numérisation accélérée de la compétition politique, l'étude vise à conceptualiser la grammaire politique émergente des réseaux sociaux en identifiant les leviers d'influence mobilisés et les coalitions tissées à différentes échelles. Elle ambitionne surtout d'expliquer l'élection présidentielle comme un moment privilégié de tribalisation du débat politique au Cameroun.

Afin de répondre à cette problématique, l'article s'appuie sur quatre types de données qui situent le caractère multiniveau des usages communautaristes des ressources techno-agissantes de la concurrence électorale. Le premier provient des entretiens menés auprès des acteurs politiques considérés comme « objet » d'observation (Fernandez, 2021), appartenant aussi bien au parti au pouvoir qu'à des formations politiques rivales. Pour le compte du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), on peut citer Gabriel Biyina Effila et Jacques Yoki Onana, respectivement maires des communes d'arrondissement de Yaoundé IV et VI. Des discussions ont également été menées avec des personnalités importantes des partis politiques d'opposition, dont Serge Éric Dzou, coordonnateur de l'Académie nationale de la Renaissance du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) et Sosthène Médard Lipot, ancien cadre démissionnaire du MRC, mais aussi Anne-Féconde Noah du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN). Une attention particulière est centrée sur ces personnes ressources dépositaires d'une somme d'expérience soutenue par des trajectoires biographiques variées en lien avec la scène politique camerounaise. Les préoccupations qui leur ont été adressées ont essentiellement mis en relief, la culture festive des formations politiques au Cameroun, les représentations identitaires desdits partis et leurs perceptions sur la violence tribale des réseaux sociaux. Le deuxième est issu des sources documentaires qui étayent le champ paradigmatique portant sur le sujet. Le troisième vient des chaînes de télévision publiques et privées mais aussi des archives de presse, pour offrir les matériaux factuels qui rendent intelligibles la construction des schèmes tribaux et la fabrique des sites de fulgurance des ressentiments au Cameroun. Des notes récoltées des émissions de débats hebdomadaires en rapport avec l'actualité de l'élection présidentielle, retransmises par ces canaux médiatiques, ont été nécessaires. Le quatrième est l'exploitation objective des données en ligne ayant considérablement renforcé l'investigation. Des traces numériques (publications des internautes, commentaires et échanges) sur *Facebook* et *WhatsApp*⁴, relevées sur une période déterminée (2020-2025) facilitent la compréhension du débat sur cette virulence diffuse des réseaux sociaux qui agit encore à l'angle mort des médias traditionnels au Cameroun.

Au regard de ces considérations méthodologiques, il convient dans un premier temps, d'examiner les représentations qui sous-tendent l'ethnonyme « sardinard » au prisme de son idéosystème, ses pathologies et son désir de contrôler le pouvoir politique (1). Dans un second

⁴ Les échanges houleux et factionnels entre les *e*-militants et sympathisants du RDPC et ceux du MRC, y compris du PCRN, du groupe *WhatsApp* « Fondation Fruits d'Afrique » pourvu de 1019 membres, ont facilité la compréhension du champ lexical politique, populiste et néologiste camerounais.

temps, l'on interroge le contenu des imaginaires d'hostilités et la matérialité des affrontements tribaux en ligne qui sous-tendent les pratiques du « tontinard », ainsi que la prétention de ses auteurs à discourir au nom d'un parti politique ou d'un entrepreneur politique paré, à l'occasion, d'attributs héroïques et providentiels (2).

1. L'expression stylistique des violences ethno-numériques du « sardinard »

Déjà connu de la scène politique camerounaise depuis 2018, le néologisme « sardinard » a été usité pendant et après l'élection présidentielle de 2025 sur la base d'une technologie gastrique et patrimoniale du militant du RDPC.

1.1. La réputation socio-numérique du militant du RDPC à l'épreuve de l'expression alimentaire du « sardinard »

Le « sardinard » dit militer pour « la conservation du pouvoir, la continuité de l'ordre établi, la permanence des mêmes rapports de forces, et le maintien d'une seule vision de l'avenir du Cameroun » (Bahoken Mignamissi, 2019). Dans les pratiques sociales de la société virtuelle, les militants du RDPC sont identifiables et rattachés à quelques traits typiques d'une mentalité qui se traduit par des formes de transgression politique et éthique. Le « sardinard » connaît une pluri-caractérisation des pensées et des actes divers qui relèvent d'un effet de conformité au sens de Valentin Nga Ndong, comme « la mesure du succès d'une socialisation » (Nga Ndong, 2005). Mais, la représentation la plus répandue du « lexique de la manducation » (Menguele Menyengue, 2021) décrit le rendez-vous d'une orgie gastronomique expliqué à travers l'indissociabilité des joutes électorales et la praxis politique par la nourriture, dont le partage se manifeste dans les espaces publics, les chefferies traditionnelles et les sites communautaires. Cette notion s'apparente à un recyclage de la « politique du ventre » cher à Jean-François Bayart, en tant que paradigme central de la science politique systématisé à partir du Cameroun. Elle rend compte des fastes physiologiques observés en période de campagne électorale qui facilitent l'ancrage du pouvoir alimentaire dans le processus démocratique camerounais. La principale valeur qui entretient le modèle somatique du RDPC est réduite à un objectif alimentaire construit comme le standard du bonheur et de la liberté. La matrice idéologique selon laquelle « le RDPC n'est ni de gauche ni de droite, mais du ventre ! », a réussi à posséder le corps social de la vie politique camerounaise. Sous la fêrule d'une masse gloutonne assujettie à un ordre organique institué, les militants du RDPC ou ceux des Camerounais qui se laissent convaincre par le pouvoir central, reçoivent en guise de contrepartie un « sandwich à la sardine » ou un « casse-croûte composé de pains et de boîtes de sardines »

lors des célébrations solennelles et autres consécration publiques en l'honneur du parti (réunions, assemblées, meetings, rassemblements, parades...). Ce qui est considéré pour certains comme « une tradition festive de partage et de convivialité dans le RDPC »⁵ peut être commenté par d'autres comme « un moyen d'acheter la conscience de la population » (Pountougnigni Mfenjou, 2024). Serge Éric Dzou, le Coordonnateur de l'Académie de la Renaissance du MRC, y voit une culture politique de légèreté des électeurs vis-à-vis des gouvernants. Son interprétation est celle de l'appartenance à une « pratique politique basée sur la dialectique de la demande et de l'offre politique : une appellation de l'achat du militantisme au sens strict, et du vote au sens large, au moyen d'une offre alimentaire immédiate »⁶. Il s'agit d'une catégorisation d'inspiration électoraliste qui se contente d'une proposition politique non durable dans les foires d'empoigne du régime au pouvoir. Le « sardinard » indique un individu conditionné par les plaisirs épicuriens où le penchant pathologique pour la nourriture et l'alcool agit comme un anesthésiant social sur sa fonction cognitive. Pour Gaston Abé Abé (alias Valsero), artiste musicien proche du MRC, le « sardinard » est ce (jeune) Camerounais qui « vote le parti au pouvoir pour quelques bières et t-shirts ». Une « créature zombifiée »⁷ par son incapacité à conjecturer l'amélioration de ses conditions de vie, inerte au changement sociopolitique et boulonnée aux axiomes du *statu quo*. La manufacture gastrique évoquée par ses détracteurs fait de lui, un militant nourrit à la médiocrité et vidé de sa citoyenneté active. Pris dans l'étau de la faim et « noyé dans des boissons fermentées », le militant du RDPC n'a pas le temps de penser au renouvellement de la classe politique, de réfléchir à la révolution de l'ordre politique existant ou de renverser le pouvoir en place qui le brime, encore moins de méditer sur son propre sort qui se dégrade au quotidien. Son raisonnement relève de désintérêt avéré concernant les « vraies » questions socioéconomiques, mais aussi de suivisme inculte d'une gouvernance occupée plutôt à façonner la trajectoire autocratique d'un régime politique fermé aux revendications populaires. Représenté dans le jargon virtuel camerounais comme un « dissonant cognitif », on lui reproche de s'épanouir sur les actualités géopolitiques lointaines auxquelles il n'a que de vagues intuitions, acceptant au Cameroun ce qu'il condamne ailleurs. Le « sardinard » est une ressource agissante de la gouvernementalité du RDPC régie par une pratique autoritaire qui se manifeste à travers une dimension inégalitaire de l'échange social

⁵ Entretien avec Gabriel Biyina Effila, le 13 juin 2025 à Yaoundé. Ancien président de la 7^{ème} Sous-section RDPC du Mfoundi IV, le parti au pouvoir et actuel Maire de l'Arrondissement de Yaoundé IV.

⁶ Entretien avec Serge Éric Dzou, le Coordonnateur de l'Académie de la Renaissance du MRC, l'un des principaux partis d'opposition au Cameroun.

⁷ Cf. Général Valsero, <http://bit.ly/ValseroYT> Clip Officiel de Zombie, 2019.

dont l'arbitraire, l'utilisation dévoyée et répressive de l'appareil judiciaire, le familialisme, le copinage, le favoritisme, le népotisme, le positionnement de réseau et la censure des médias. On y voit les causes profondes d'un sentiment d'étouffement prolongé des aspirations légitimes de justice sociale telles que : la reproduction sociale, l'émasculation, l'abâtardissement, l'immobilisme et la stagnation de l'État dans tous les domaines où le sentiment de dérégulation politique, qui effrite considérablement le lien social, est exacerbé chez les laissés-pour-compte (Ayissi, 2005).

Dit autrement, plusieurs *e*-militants du groupe *Facebook* « Le Cameroun c'est le Cameroun libre » (LCCLC-L), qui assument leur proximité idéologique avec le MRC, expliquent le phénomène de « sardinard » par l'« équilibre inanitionique ». Cette expression tire son origine de la formulation du machiavélisme économique et décrit l'action de gouverner par deux forces opposées : la faim et la satiété. S'il n'est point besoin de définir la « faim », une sensation d'appétence connue par le peuple, qui le soumet à la mendicité et à la courtisanerie, la « satiété » par contre, synonyme de rassasiement, reflète l'état d'embourgeoisement de l'oligarchie gouvernante. L'état de dérèglement du corps et d'épuisement de l'organisme causé par le manque de nourriture, est une forme de renoncement de la liberté bâtie sur une gouvernance inanitionique. Celle-ci mobilise un « ensemble de mesures et dispositions que prennent les dirigeants pour empêcher leur peuple d'être bien nourri, car il s'intéresserait alors à leur politique mais ne jamais l'affamer pour éviter qu'il se révolte » (Mustapha, 2019). Son substrat philosophique pense la stabilité sociopolitique au gré de la subsistance alimentaire et surtout de l'inanition qui impose un asservissement planifié des couches sociales. En effet, si le corps est trop affamé, l'âme est affectée douloureusement et ne peut plus réfléchir. Ce mécanisme de contrôle du corps social est atteint et réalisé lorsque le citoyen, absorbé par les besoins élémentaires pour assurer son autonomie alimentaire, est neutralisé politiquement, incapable de demander des comptes à la classe dirigeante. L'objectif est de l'éloigner des préoccupations substantielles sur le maintien de la baisse des salaires, le creusement des inégalités, la précarisation continue des catégories sociales déjà vulnérables, ou encore la prédation financière de son élite. Le gouvernement du RDPC a su faire frôler au peuple camerounais le seuil de cette « inquiétude physiologique » tout en l'empêchant de la franchir. Pour entretenir sa « gouvernance inanitionique » afin de garder le plus longtemps possible le pouvoir, le régime du « Renouveau » a procédé en deux étapes. La première consiste à une raréfaction des emplois en détruisant (fermeture ou vente) les unités de productions publiques et parapubliques génératrices de revenus créées auparavant par l'Union nationale camerounaise (UNC)

d’Ahmadou Ahidjo (SODEBLE, STPC, SOCAME, AGRACAM, CAMSHIP, CELLUCAM, SOTUC, FODIC, FOGAPE, SODERIM, FONADER...). La seconde est d’empêcher le développement du secteur privé par une machinerie politico-économique faite d’actions publicitaires ponctuelles (recrutement de 25000 jeunes, de 2000 enseignants dans les universités d’État, ou encore de 2600 jeunes dans le Bataillon d’Intervention Rapide – BIR, une unité d’élite de l’armée camerounaise en première ligne dans la lutte contre le terrorisme islamiste dans l’Extrême-Nord du pays et les mouvements sécessionnistes dans les zones anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest). Dans les deux cas, l’enjeu est de clochardiser tous les secteurs socioprofessionnels afin d’empêcher l’émergence d’une classe moyenne prospère qui risque d’échapper à la surveillance de l’autocratie régnante. Les populations appauvries peuvent ainsi exalter la magnanimité du « guide suprême » qui compatit à leur dénuement, alors qu’elle est de son fait, pour qu’il paraisse bon, en bon père de famille, en offrant de la nourriture à ses enfants (Ngoffi, 2018).

Dans le même sillage, le « sardinard » met en lumière l’aptitude du régime RDPC à opérer un quadrillage de plusieurs pans de la société camerounaise. Disséminé dans l’administration camerounaise qu’il semble phagocyter, le « sardinard » n’est pas seulement accusé d’être responsable de la coagulation des frustrations et des colères sociopolitiques qui traversent le Cameroun. Celui-ci apparaît comme un levier d’ancrage du système en place. En effet, l’une des raisons souvent évoquées dans la critique adressée aux structures de pouvoir du RDPC sur les plateformes virtuelles telles que « La vraie République » (LVR), Le Cameroun c’est le Cameroun » (CCLC), LCCLC-L ou encore « Le Cameroun c’est le Cameroun-Droit de réponse » (CCLC-DR), repose sur la capacité du régime à se reproduire. Le « succès » de la pérennisation au pouvoir de Paul Biya, sacré « sardinard-en-chef » (Fouda, 2018), passe par l’impunité et la redistribution des privilèges *ad vitam aeternam* à des amis, conseillers, intellectuels, plumitifs et autres thuriféraires opportunistes dont le mode d’expression est encarté dans « la construction de loyautés politiques » (Manga, 2018). On peut citer des nominations immuables à des postes de gestion budgétaire dans l’armée, l’administration publique et les structures parapubliques à forte valeur ajoutée. Ce système d’allégeances clientélistes et carriéristes, génère des politiciens qui se pressent à la moindre occasion, surtout par des « subterfuges légaux » et autres formes inédites d’hagiographie (mémorandum, appel du peuple) pour conserver leurs avantages, de seriner la « naturalité » de la posture éternitaire de Paul Biya qui s’impose comme une figure providentielle pour le pays. Des maux qui ont

plutôt fait de déboucher sur la constance d'un « gouvernement perpétuel » (Owona Nguini, 2009) ou d'une « perpétuation du pouvoir » (Minfegue, 2019).

1.2. La réputation socio-numérique du militant du RDPC à l'épreuve de l'expression néopatrimoniale du « sardinard »

Une autre clause définitionnelle réservée au « sardinard » par la toile détermine « l'«ethos» de l'enrichissement », c'est-à-dire la ruée vers les activités d'accumulation comme le meilleur gage de la stabilité légendaire du Cameroun post-colonial (Nga Ndong, 2005). Le « sardinard » est peint par des groupes numériques anti-régime en un paradigme pratique des surfaces de la corruption dans une forme d'organisation hybride où fusionnent le patrimonialisme traditionnel et les institutions modernes légales-rationnelles de l'État. Cet acteur désigne l'institutionnalisation d'une technologie rentière des difformités d'une élite délinquante et condescendante qui dépouille au quotidien la fortune publique, « en coaction avec un groupuscule de criminels économiques de service » (Ayissi, 2005). Son vice des appétits est motivé par la « mentalité digestive » d'un système prébendier dominant dont le but est de prendre ses charges publiques pour d'heureuses occasions d'une manducation salubre (Mono Ndjana, 1984-1985). Les internautes de LCCLC, LCCLC-L et LCCLC-DR considèrent une telle attitude comme une « prédisposition génétique » qui aliène les services publics et transforme les institutions de l'État en un cadre d'acquisition de biens collectifs, toujours insuffisants, par des personnes dénuées de fondement moral ou éthique. Pour le *free-lance* Paul Chouta, « ce terme (sardinard) tirerait globalement son origine d'une pratique méprisante du parti-État RDPC ». Le « sardinard » transcende ainsi la fonction fondamentale de conquête et de conservation du pouvoir politique du RDPC, pour épouser un imaginaire qui secrète chez ses membres une culture patrimoniale du bien commun par des charges de vénalité qui gravitent autour d'un étatisme centralisé inefficace. De fait, les États postcoloniaux africains ont souvent évolué vers des « États rentiers », où les ressources publiques sont captées par une élite politique extrêmement prédatrice. Assigné à la faveur d'une aristocratie dont l'implication financière de ses cadres doit être effective pour le fonctionnement et le rayonnement du RDPC, le « sardinard » illustre un modèle de prélèvement des richesses, où l'État fonctionne davantage comme un instrument de consolidation des prérogatives et des passe-droits d'une minorité plutôt qu'un moteur de développement national. Ce personnage devient un handicap pour la société camerounaise à travers divers dispositifs de perversion, lesquels exigent un « légalisme à la carte » ou une utilisation foncièrement désinvolte de la loi à des fins d'enrichissement privé.

Par cette fréquence, capturé et pris en otage par le RDPC, l'État rame à contre-courant de l'intérêt général. Le sens et la puissance de l'interaction de leurs exécutifs vont chercher à crédibiliser l'ordre gouvernant et déployer une mécanique d'assujettissement de la superstructure. Dans la configuration politico-gouvernementale du Cameroun, le RDPC et l'État interfèrent et dialoguent. Les deux entités entrelacées sont en couple pour produire le parti-État, dont l'action est centrée sur une esthétique de l'accumulation des privilèges de la fonction et la récurrence d'un régime de compensations. Autant le parti politique agit comme un cadre de cooptation et de promotion de ses membres qui jouissent et profitent des intérêts de l'État en s'identifiant à sa bureaucratie, autant l'État s'apparente à une espèce d'assurance socioéconomique pour leurs carrières professionnelles. Dans « un contexte politique fortement prébendal et patrimonial » où l'idéologie partisane se réduit à « la quête de la bouffe » (Zelao, 2005), l'État au service du parti politique alimente une méthode de (dé)possession de son patrimoine et de ponction du capital national par une classe administrative (haut-fonctionnaires, haut-cadres des administrations publique et parapublique) parachutée et sélectionnée parmi les membres qui composent le RDPC. La machine administrative opère ainsi par ces règles informelles mais connues de tous. « Il faut donc passer par elle pour obtenir quoi que ce soit ». Elle donne accès au renouvellement des circuits de rente de l'État par des positionnements divers des membres du RDPC, qui, en retour facilitent l'entretien humain, organique, logistique et structurel de la formation politique éponyme. La compétition pour les statuts sociaux vise, non pas à renverser ces dispositifs, « mais à s'y insérer soi-même » ou « à disposer de relais à l'intérieur des réseaux qui les contrôlent ». Par le concept de « tyrannie », Achille Mbembe rend compte de la conduction de la culture de la brutalité dans l'espace public et le désir de soumission qu'elle incarne par une forme « largement décentralisée, presque cellulaire, où chaque détenteur d'une parcelle aussi petite soit-elle d'autorité l'exerce à son profit et au profit de sa chaîne de protecteurs ». Cet auteur parle d'une « molécularisation segmentaire » de la brutalité qui a fini par faire de la tyrannie, « un système largement ancré dans les pores de la société et dont la reproduction se fait presque mécaniquement, y compris en l'absence du tyran lui-même ». Dans un tel dispositif, « l'État n'est ni un bien public, encore moins commun ». Il s'agit plutôt d'un bien anonyme dont s'accaparent ceux qui disposent soit de la force, soit des relais ou de réseaux de protection, au sein d'une société qui fonctionne, pour l'essentiel, au racket et à la ponction (Mbembe, 2017). En clair, le parti-État RDPC contrôle l'État et procède en fonction des enjeux à la répartition des postes et des positions dans l'espace politique (Zelao, 2005).

En d'autres termes, pour le groupe Facebook LCCLC, « ‘sardinard’ renvoie à la tribu des médiocres et des jouisseurs Betis de la République qui profitent du système en place ». Par-là, l'environnement de résurgence et d'institutionnalisation du communautarisme dans le jeu de « placement » politique renforce l'hypothèse ethno-représentationnelle du triptyque RDPC-Administration-Betis selon laquelle : « Les Betis ont profité du règne de Paul Biya » (Shanda Tomné, 2012). Cette posture dénonce la cabale dont les Bamilékés seraient les victimes d'une dérive ethnisante de la cause sociale au Cameroun pourvue par la discrimination structurelle. Ces derniers n'hésitent pas à stigmatiser la mainmise des Betis sur l'administration et le pouvoir politique, comme pour justifier implicitement la prééminence économique supposée des peuples Grassfields. Jean Claude Shanda Tomné a par exemple questionné le statut hégémonique des Betis dans l'administration centrale et répandu l'idée que la perte du privilège du commandement politique de cette communauté passe par la réduction de ses effectifs dans les différents segments de l'État. En s'opposant à la thèse sous-développementaliste des « Paradoxes du pays organisateur » (Ateba-Eyene, 2008), dans une tribune en ligne très relayée dans la perspective de la transition présidentielle, Jean Claude Shanda Tomné affirme que :

Les Betis gèrent 75% du budget de l'État au regard de la répartition des responsabilités entre 2000 et 2012 (...). Et puis, les grands projets structurants, c'est encore tous au Sud et le Centre (...). Allez donc voir le pourcentage de Betis recrutés sur les 25.000, ils sont plus de 60%. Ils sont majoritaires dans le commandement, la sécurité, la haute administration. (...). Il faudra stopper le recrutement des Betis dans la haute administration et procéder à des ajustements indispensables, (...) il faudra alors des mesures transitoires encore dites d'urgence, car comment pensez-vous qu'avec près de 50% de la population, les Bamilékés ne soient que 7% de cadres dans tous les corps de sécurité confondus, c'est-à-dire armée, police, gendarmerie, garde présidentielle ? (Shanda Tomné, 2012).

En réponse à la flopée de commentaires du débat ethno-stratégique sur les réseaux sociaux qui s'opposent à ces statistiques, qui pour certains, relèvent du « fantasme marginal des Bamilékés » et son idée d'un dynamisme qui veut dynamiser les autres communautés en brisant les consensus construits dans une socialisation étatique en pleine fondation, Jean Lambert Nang, ancien journaliste sportif en service au ministère de la Communication dira que :

Le mythe de l'homme de l'Ouest qui réussit à la force de son génie en vendant des cacahuètes et des tomates est éculé. C'est avec les mêmes deniers publics qu'ils ont construit leur colossale fortune, en rapinant tous les marchés publics. Arrêtez vos comparaisons inutiles. Il n'y a pas

d'un côté des riches vertueux (Bamilékés) et riches voleurs (Betis) de l'autre côté. (Nang cité par Dibamou, 2017).

D'un côté comme de l'autre, on observe que les entrepreneurs politico-identitaires ont érigé l'administration camerounaise en une instance de promotion et d'ascension sociale, de revendications politiques et de rivalités communautaires qui remettent en cause l'objectivation institutionnelle du service public. À l'évidence, la querelle pour le contrôle de l'administration entre Betis et Bamilékés « vise la capture du système et son détournement au profit d'un aspirant à la tyrannie » ou l'assimilation de ce dernier et de ses affidés au sein du système dans le but d'en tirer des profits pour soi-même et, éventuellement, pour les siens (la famille élargie, l'ethnie, le clan ou divers associés) (Mbembe, 2017).

Sur les réseaux sociaux, une autre invention du « sardinard » forgée par J. Remy Ngonu, pour susciter un effet intéressant dans la rue dématérialisée, est le « biyamerounais ». D'un côté, cette juxtaposition créée pour faire sens sur le terrain politique, plaide pour un prolongement de l'ère Paul Biya et désigne surtout « tout individu qui ne pense pas le Cameroun sans lui ». Son appellation désigne une personne physique ou virtuelle qui, volontairement ou non, collabore avec le pouvoir long et doit sa position à Paul Biya au gré des compromissions, et qui ne compte pas y renoncer en dépit du grand âge du président de la République. Par ce terme, le journaliste exilé en France dénonce la déresponsabilisation politique théorisée par les « penseurs organiques » du régime Biya qui s'efforcent de démontrer que depuis plus de quatre décennies au pouvoir, « le président Paul Biya n'est politiquement responsable de rien ». L'échec de la gestion des affaires publiques et parapubliques, l'exacerbation des revendications sociales, le niveau élevé du chômage, encore moins la percée du repli communautaire et du ressentiment ethno-tribal, n'engagent pas sa comptabilité en tant que chef d'État et n'entament pas son aura auprès de l'opinion publique nationale. On s'attèle à virginiser le président de la République qui n'est pas redevable de son action politique, mais plutôt victime des incuries et des trahisons de son propre personnel politique. Ce qui amène d'ailleurs les activistes anti-régime de LCCLC-DR à ironiser que « Paul Biya ne serait même pas responsable de la nomination de ses propres ministres et autres collaborateurs ». De l'autre côté, le « biyamerounais » oppose les communautés culturelles nationales entre elles et procède, de la sorte, à la fragilisation de tout mouvement politique qui dispose d'une alternative programmatique de développement ou de toute organisation idéologique souhaitant proposer aux Camerounais une autre façon d'être, de penser, de faire et d'agir. On lui prête des

allocutions péjoratives « sur une configuration communautaire largement fabriquée par le parti dominant le RDPC » (Vallée, 2024). À chaque fois que l’alternance politique s’est posée au sommet de l’État ressurgissent brutalement des ethnonymes tels qu’« Anglo-Bamis » au début des années 1990 pour désigner les militants du Social Democratic Front (SDF) et « tontinards » à l’élection présidentielle de 2018 et celle de 2025 pour qualifier les membres du MRC. En s’identifiant à la sociogenèse d’un parti politique par son leader, le RDPC est régulièrement qualifié dans l’imaginaire collectif camerounais de « parti Beti ou Ekang » alors que le MRC est généralement étiqueté de « parti Bamiléké ou Grassfield ». Dans un article plaidoyer pour le fédéralisme largement diffusé sur les réseaux sociaux, Dieudonné Essomba s’inquiète de ce basculement intensif vers une interprétation communautariste des phénomènes de succession politique au Cameroun et l’instrumentalisation du chauvinisme communautaire des ethnies à des fins politiques (Essomba, 2018). Bien avant le consultant de *Vision 4*, un média télévisuel privé au Cameroun, dans un *Câble Wikileaks*, l’ancien ambassadeur étasunien au Cameroun, Janet Garvey, observant la prégnance des clivages socioculturels, avait déclaré que : « les élites politiques camerounaises voient l’avenir du pays et la succession de Paul Biya en termes ethnistes et régionalistes » (*Câble Wikileaks*, 2009).

Cependant, les pratiques mobilisées du « sardinard » selon les réseaux sociaux, témoignent d’un processus de « betisation » du pouvoir politique qui pénètre l’État du Cameroun. Elles dépassent la logique tribaliste pour s’inscrire davantage dans une loyauté égoïste mue par la fabrique d’un élitisme prédateur et une production des intelligences clientélistes. Les commentaires numériques qui entourent le « parti de la flamme » sont appréhendés comme une symphonie dépréciative, péjorative et dégradante de l’image de son militant cristallisé par les impératifs primaires d’entretien par les « repas ». En ce sens, les dispositifs virtuels tels LCCLC, LCCLC-L et LCCLC-DR, usent de clichés pour assimiler le président de la république à un hégémon ethnique, dont la rhétorique de l’Ekang-Beti, bouc émissaire des maux qui minent le Cameroun, est connue et abondamment relayée. Le « sardinard » connaît ainsi un glissement idéologique dangereux et cible en réalité le « pays organisateur » dont le capital génétique est celui des Betis et assimilés qui détermineraient leur existence politique par rapport au destin de Paul Biya. D’où la nécessité d’opérer un *distinguo* entre la personnalité institutionnelle, impartiale et impersonnelle qu’incarne le président de la République qui est différente de sa personne physique⁸. Son être du « dedans » en lien avec une ethnie, une tribu ou une communauté doit

⁸ Entretien avec Jacques Yoki Onana, le 14 juin 2025 à Yaoundé. Président de la Section RDPC du Mfoundi VI, Jacques Yoki Onana est actuellement Maire de l’Arrondissement de Yaoundé VI.

se détacher de son cosmos républicain compris comme chef de l'État et serviteur de l'intérêt général (Ondoa, 2021).

2. L'expression stylistique des violences ethno-numériques du « tontinard »

L'élection présidentielle d'octobre 2025, fut une période pendant laquelle le candidat du MRC, Maurice Kamto, du groupe culturel Bamiléké, a suscité des discours enflammés autour de sa filiation tribale à travers des expressions communautaire et radicale.

2.1. La réputation socio-numérique du militant du MRC à l'épreuve de l'expression communautaire du « tontinard »

Bien que le MRC se projette d'intégrer l'éthique des possibles alternatifs dans la vie camerounaise par « une nouvelle dynamique qui relance les institutions, un nouveau président et une nouvelle élite gouvernementale, généralement portée par les membres de l'opposition camerounaise » (Bahoken Mignamissi, 2019), une autre appellation a émergé pendant la campagne électorale de 2018 pour s'exacerber en 2025. Période pendant laquelle le militant du MRC et son candidat national, Maurice Kamto, se sont vus coller l'étiquette de « tontinard » par les internautes de la plateforme numérique « Parle que Beti » (PQB), connus pour leur argumentaire pro-régime. Le « tontinard » obéit à deux explications pour portraiturer le militant du MRC dans la cybersociété.

En premier lieu, le « tontinard » tire son essence du terme « tontine » qui est une composante sociétale majeure de l'identité de la région ouest-camerounaise. La tontine est un secteur productif informel ou artisanal de collecte mutualiste de l'épargne populaire (Desroche, 1990). Ce mode alternatif d'accès aux capitaux permet aux acteurs non bancarisés de disposer de fonds pour leurs affaires. Les pratiques tontinières jouent surtout un rôle crucial dans la construction de l'écosystème économique de ces peuples par l'activité marchande et l'épargne collective de leurs ressources. Cette infrastructure est une association regroupant les membres d'un clan, d'une famille ou des particuliers qui décident de mettre « communément en réserve » des biens et des services au bénéfice de prestataires par le canal d'un mécanisme rotatif de crédits. Un tel logiciel peut aussi agir comme micro-crédit sur la sécurité sociale ou foncière, permettant à tous ceux qui y souscrivent, d'avoir accès à l'épargne nécessaire pour la réalisation des grands projets individuels et collectifs (Ngoffi, 2018). Chaque personne, en fonction de ses besoins financiers, peut à son tour emprunter de l'argent dans la tontine, à condition de rembourser.

D'ailleurs, soucieux de leur épanouissement et de celui de leurs proches, la « tontine » a pris corps dans l'écologie transactionnelle des Camerounais de tous les bords ethniques qui prennent de plus en plus part à ce système, où qu'ils se trouvent. Mais dans le champ politique, le « tontinard » s'apparente à ce sympathisant, militant ou *follower* qui est « favorable à la rotation du pouvoir à la manière d'une tontine » (Menguele Menyengue, 2021). Il s'agit en réalité d'une indication géographique qui renvoie à l'origine de Maurice Kamto et désigne toute personne provenant de la même aire culturelle que le président du MRC. Maurice Kamto transcende ainsi la tontine économique pour se situer comme le bénéficiaire légitime de la tontine politique. Celui dont le tour est arrivé de remporter la cagnotte, pour être précis, le fauteuil présidentiel (Fouda, 2018). Cette volonté de pouvoir des Bamilékés à la tête de l'État a été fortement amplifiée à l'occasion du discours de campagne électorale tenu par Maurice Kamto, qui, cité par Aristide Michel Menguele Menyengue, déclarait *urbi et orbi* qu'« on ne peut pas tontiner tous les jours pour les mêmes personnes » (Menguele Menyengue, 2021). Derrière la « tontine » se cache une stratégie de positionnement par la capitalisation économique et une opportunité de revendication communautaire du pouvoir politique. Fort de cela, le recours ambitieux à la « tontine » permet de résoudre l'équation politique des processus de « victimisation et de frustration historiques de l'avoir sans le pouvoir des Bamilékés » (Ekambi Dibonguè, 2021), lesquels, selon Jean Claude Shanda Tomné, « ont été carrément écrasés, humiliés et profondément traumatisés sous le règne de Paul Biya » (Shanda Tomné, 2012). Le postulat est que le pouvoir économique sous-tend et prédestine au pouvoir politique (Menguele Menyengue & Mfenjou Ndam, 2023). Pour le groupe *Facebook* LCCLC par exemple, « tontinard » renvoie à la « tribu des travailleurs (Bamilékés) ». Tandis que les internautes de LCCLC-L considèrent sans ambages que « les Bamilékés sont la force économique du Cameroun. Et que seul un président bamiléké (Maurice Kamto en l'occurrence) peut faire travailler les jeunes de ce pays » (Sic) (Fouda, 2018). D'ailleurs, la phrase « nous réussissons en politique comme nous avons réussi en économie » (Collectif « Changer le Cameroun », 1992) rend compte des perceptions qui animent et structurent la conquête cumulative du pouvoir par la « tontine ».

À ce propos, l'actualité politico-médiatique quotidienne met au goût du jour ce qu'il est convenu d'appeler la question bamiléké⁹, problématique qui nourrit périodiquement le débat

⁹ Lire à cet effet, Dieudonné Zognong, « La question Bamiléké pendant l'ouverture démocratique au Cameroun : retour d'un débat occulté », *Gestion des Transformations Sociales* (MOST), Document de travail – n°61, p.1-15 ; Meli Loumngan Tangang, « Théorie du complot comme instrument politique : Une analyse du « Projet Bamiléké », *Africa & Science*. Pour la promotion de l'esprit scientifique en Afrique, N°00240, June 25, 2019, p.1-20, et Jean-Baptiste Onana, « Bamiléké vs Cameroun ? », *Outre-Terre*, 2005/2n°11, p.337-344.

politique d'un tribalisme de victimisation, ou ce qui en tient lieu. Les e-militants favorables au RDPC voient en la « tontine », un puissant levier économique pour la communauté bamiléké de financer les activités politiques de Maurice Kamto qui veut accéder au pouvoir non pas par un processus d'alternance programmatique. En effet, la seule idée d'imaginer Maurice Kamto, le redresseur des torts de sa communauté, à la magistrature suprême, suscite des réactions virulentes de certains manifestants virtuels favorables au RDPC, résolument hostiles « à toute forme de rotation ethno-régionale du pouvoir présidentiel qui leur ferait craindre la perte du privilège et du commandement du pouvoir » (Menguele Menyengue & Mfenjou Ndam, 2023). On peut y lire des publications telles que : « Les tontinards !! Peuplez la terre mais surtout pas la gouverner » ou encore « Kamto ne sera jamais président (...). À la guerre comme à la guerre ! ». Dans la course effrénée au pouvoir des communautés, cette position frileuse est soutenue par des coalitions circonstancielles, pour qui toute action bamiléké dissimule en réalité des intentions hégémoniques non avouées. Dans ce sillage, l'enjeu de la succession présidentielle a laissé éclater plusieurs initiatives collectives en compétition dans la perspective d'un Cameroun post-Biya, réfractaires aux velléités concurrentes des Bamilékés pour l'accession au palais de l'Unité. Pour des raisons d'équilibre social et par crainte de suprématisme ethnique, un consensus ou un partenariat rival voire un pacte imaginaire secret, aurait tacitement émergé dans la conscience collective camerounaise pour écarter les Bamilékés de l'arène politique. Détenteurs de la bourse, ces derniers sont amenés à prioriser la structuration de l'économie, abandonnant la politique aux autres communautés. L'émergence des mobilisations communautaires de conservation ou de succession héréditaire (Ekang-Betis-Centre-Sud-Est), de conquête (Anglophones-Nord-Ouest et Sud-Ouest) ou de reconquête (Nordistes-Grand-Nord) du pouvoir présidentiel, a investi les campagnes politiques pour justifier la disqualification des stratégies d'un positionnement Bamiléké dans le jeu politique. Ces groupes sociaux fortement intéressés par le pouvoir politique ont pendant longtemps dialogué avec des « entrepreneurs politiques » (Tsana Nguengang, 2015) charismatiques originaires de l'Ouest-Cameroun historiquement alignés au RDPC (Victor Fotso, Joseph Kadji Defosso, Françoise Tsopgny Nguiazong-Foning), pour s'opposer au cumul des pouvoirs économique et politique par une seule et même communauté¹⁰. L'écho de cette nouvelle forme de la vie consensuelle jugée dominante au Cameroun continue de travailler le supposé

¹⁰ Lire à ce sujet Aristide Michel Menguele Menyengue et Abdou Rafihou Mfenjou Ndam, 2023, sur le cheminement historique du « complexe nordiste » et des « frustrations bamiléké et anglophone » dans l'enjeu de la succession présidentielle, pp.426, 427, 428.

apolitisme des Bamilékés. Mais leur mise à l'écart par les mouvements sus-évoqués, sourd de moins en moins les ambitions des nouvelles figures politiques de l'Ouest qui pensent que le moment est venu pour un Bamiléké d'exercer le pouvoir présidentiel (Maurice Kamto, Alain Fogue Tedom, Jean Claude Shanda Tomné, Albert Dzongang, Jean Michel Nintcheu, Joseph Lavoisier Tsapi, Roland Dieuou, Célestin Djamen, Hilaire Kamga, Hilaire Zipang, Benjamin Zebaze...).

En second lieu, le « tontinard » revendique être un *challenger* de premier plan de la scène politique camerounaise. Autant le militant du MRC se définit comme une force de proposition politique, d'organisation et de transformation de l'État, autant celui-ci s'érige en un acteur critique du pouvoir en place. Jouant un rôle de contre-pouvoir en dénonçant les abus, les dérives et les défaillances du régime, il affirme « sa solidarité et son engagement dans la lutte pour le changement politique » (Pountougnigni Mfenjou, 2024). Réputé pour sa démarche contestataire des mécanismes de reproduction et de perpétuation de l'ordre sociopolitique du RDPC, la vulgarisation numérique du « tontinard » indique un profil assimilé à un militant du MRC dénué de masse critique mais qui souhaite opérer une alternance politique fonctionnelle. Celui-ci est perçu comme un individu qui exprime son opposition au gouvernement par la doctrine de l'auto-exclusion du jeu politique républicain, la logique politique par la provocation, les jugements péremptaires et la sédition. Les déterminants de son comportement politique épousent une trajectoire crisogène construite sur la contestation permanente du verrouillage du jeu politique, des « irrégularités » des scrutins électoraux, l'idée d'une modification consensuelle du code électoral, les appels incandescents au boycott des élections législatives, municipales et régionales de 2020, l'agitation portée sur la paralysie de l'État ainsi que des marches dites pacifiques pour discréditer voire renverser les institutions de la deuxième République. Le « tontinard » est fortement habité par « la croyance dans le déclin du régime qui semble entérinée par une partie de la classe politique qui y voit une opportunité ». Dans un contexte où la vie politique de la nation se confond avec l'état physique du patriarcat postcolonial, son intime conviction s'appuie sur « l'idée qu'au regard de son âge avancé, l'actuel président de la République ne saurait, pour longtemps encore, défier les lois de la biologie ». Si l'accent est visiblement mis sur la durée de règne du régime et son incapacité à promouvoir « l'émergence » du pays ainsi que la dénonciation de la mainmise d'élites vieillissantes sur la gestion des biens collectifs (Manga, 2018), son *modus operandi* repose sur la politisation de la question ethnique pour délégitimer le régime de Paul Biya. En effet, les mobilisations politiques et citoyennes espérées « denses » par le leader du MRC au soir du 22

septembre 2020, mais qui se sont soldées par un bilan mitigé sur l'ensemble du territoire camerounais, relevaient d'un dispositif stratégique dont la démarche illégale consistait en de telles circonstances, « à initier des actes qu'il sait d'avance qu'ils n'aboutiront pas ». Devenu très acerbe à cette époque vis-à-vis de sa propre formation politique, suite à la décision de Maurice Kamto de « bouder » les élections législatives et municipales du 9 février 2020, Célestin Djamén, lors d'un passage télévisé à *Afrique média tv*, avait considéré cette journée du 22 septembre 2020, comme « l'humiliation historique » d'une certaine opposition engoncée dans la « politique de boomerang », la mise en scène médiatique du bruit, la surenchère de la désinformation et la théâtralisation de l'imposture et de l'inculture politique. Fred Biyina rappelait dans le même temps les propos de cet ancien secrétaire national aux Droits de l'Homme du MRC, qui interpellait en revanche la direction de son parti à bâtir à l'avenir « une opposition digne du XXI^e siècle, qui sache faire son aggiornamento, c'est-à-dire, savoir se remettre en cause. Et quand on n'observe pas ce principe, c'est la catastrophe » (Djamén cité par Biyina, 2020).

2.2. La réputation socio-numérique du militant du MRC à l'épreuve de l'expression radicale du « taliban »

Le « taliban »¹¹ (ou « ntaahliban ») entend s'affirmer dans le contexte camerounais des réseaux sociaux comme « un vrai combattant politique qui lutte pour un Cameroun prospère, dopé d'énergie ardente pour continuer de se battre contre la tyrannie reptilienne du régime Biya ». Mais par la force mobilisatrice de ses indicateurs numéraliste (nombre) et sectariste (intolérance, extrémisme), le « taliban » est la métastase radicale et dé-civilisée du « tontinard ». Cette catégorie politique illustre bien le désir égotiste du militant du MRC dans sa quête effrénée du pouvoir politique. Elle écarte sans ambages toute personne susceptible d'entraver la réalisation de sa jouissance politique escomptée. L'identification de tout « taliban » est une constante référence à la violence verbale typique et décomplexée des discours nombrilistes et des positions identitaires très marqués, la colonisation massive des plateformes digitales (*Facebook* et *WhatsApp*) de sa base militante fanatisée, l'absence de retenue dans le langage et

¹¹ Le mot « taliban » meuble la conceptualisation contemporaine du terrorisme islamiste en Afghanistan. Son étymologie vient de l'arabe « tahlīboun » dont la traduction littérale signifie « étudiant », « apprenant ». Il s'agit d'une personne en quête permanente de connaissances libératrices contre la violence des oppresseurs, des colons britanniques et russes. L'opposition farouche des « talibans » a permis à l'Afghanistan d'éviter les colonisations occidentales, asiatiques et eurasiatiques, de préserver sa souveraineté et son mode de vie.

les manières d'être du grotesque, la critique dévalorisante du pouvoir central et le dénigrement des figures rivales de l'autre opposition.

Concrètement, le vocable « taliban » trouve l'origine de ses usages politiques au Cameroun dans « l'ambiance surchauffée » de la campagne pour les élections législatives et municipales de février 2020 (Fouté, 2021). Malgré sa proximité avec le leader du MRC, Paul Éric Kingué¹² avait décidé de ne pas suivre l'appel au boycott du double scrutin initié par Maurice Kamto. Si certains analystes pensent que l'enjeu a consisté à dissimuler les faiblesses stratégiques et logistiques du MRC (Oyane, 2023), son acte de défiance est considéré comme une provocation à l'endroit des partisans de Maurice Kamto qui ne lui pardonnent pas « ce mépris envers le professeur ». Et les critiques pleuvent (Fouté, 2021). Le 27 octobre 2019, exaspéré par les attaques dont il faisait l'objet sur la toile, l'ancien directeur de campagne de Maurice Kamto pour la présidentielle de 2018, va déclarer : « Dès qu'on ne pense pas comme vous, peu importe le sacrifice, on a bu 'l'huile de la sardine' », écrit-il sur sa page *Facebook*, en référence au terme « sardinard », utilisé pour désigner les militants de Paul Biya et du RDPC. « Mais n'est-ce pas ça être un taliban ? », s'interroge-t-il. Son envolée sur *Facebook* aurait pu passer inaperçue, mais récupérée par les détracteurs de Maurice Kamto et du MRC, le terme est rapidement devenu viral et culte sur les réseaux sociaux, amplifiant les grégairismes mais aussi les tensions et les extrémismes ethno-régionalistes qui influencent la marche du MRC. Les individus que les fidèles du pouvoir en place qualifient de « talibans » étaient nés¹³. L'expression a survécu, malgré la disparition physique et politique de l'ancien maire de Njombe-Penja en mars 2021. Sont considérés aujourd'hui comme des « talibans », aussi bien « les activistes pro-Kamto » qui ont accompagné sa candidature en 2018 et 2025, et qui continuent de le « défendre bec et ongles sur la toile », que les membres d'organisations mus par la violence insurrectionnelle « qui mènent des opérations coup de poing contre le président Paul Biya à l'étranger ». D'ailleurs, au regard du mutisme constaté sur la brutalité post-électorale qui a travaillé les acteurs diasporiques dans le saccage des représentations

¹² L'homme politique camerounais Paul Éric Kingué est décédé à la fin du mois de mars 2021 après avoir contracté le Covid-19 à Douala. Il a occupé la fonction de maire de la commune de Njombe-Penja de 2007 à 2008 jusqu'à son arrestation le 29 février 2008. Libéré en 2015 après sept ans de détention, il est de nouveau réélu maire de la commune éponyme en février 2020 jusqu'à sa disparition en mars 2021.

¹³ Dans la matinée du 9 juin 2025, lors d'un passage à l'émission quotidienne « Les Zéglisiens » sur *Bnews1*, une télévision privée au Cameroun, Célestin Djamien, ancien cadre démissionnaire du MRC et président de l'Alliance patriotique et républicaine (APR), revendique la paternité du mot « taliban » dans un échange avec Paul-Éric Kingué lors d'un dîner à Deido, un quartier de Douala, avec l'ancien maire de Njombe-Penja en 2019, qui l'a transféré et vulgarisé dans le champ politique camerounais au lendemain de l'élection présidentielle de 2018. Il insuffla ce mot au porte-parole du président du MRC qui lui opposait plutôt celui du « pape du droit », parlant de Maurice Kamto.

diplomatiques du Cameroun de « dehors » (Berlin, Paris, Bruxelles), bon nombre d'internautes affiliés à PQB prêtent à Maurice Kamto, des soupçons de collusion ethnique et violente avec la Brigade anti-sardinard (BAS), considérée comme son bras armé.

De même, au moment des querelles de conquête du pouvoir survenues dans le parti, cet angle d'attaque du « taliban » permet de cerner les contours de la personnalité sociale du MRC dans la conception intolérante et anagogique du « parti politique tribal ». À partir des lignes de fracture et des batailles entre factions rivales et clans concurrents observés, les vagues de départ au sein du MRC pourraient expliquer la montée des contestations internes, selon une variété de stratégies conduisant à des fortunes diverses, parfois jusqu'à la rupture. D'un côté, les retraits volontaires et les expulsions spectaculaires des membres indociles font suite à leur courroux suscité en raison du « vernis démocratique » qui maquille le MRC, greffé au « boycott tardif annoncé par la hiérarchie du parti la veille seulement de la date limite de dépôt de candidatures » (Mvomo, 2022). Après la « deuxième place inédite à l'occasion de l'élection présidentielle de 2018 », plusieurs responsables influents du MRC, déçus et remontés par cette résolution *intuitu personae* de Maurice Kamto de retirer le parti de la course aux élections couplées législatives et municipales du 9 février 2020, entendaient capitaliser leur légitimité politique pour faire fructifier les acquis de leur popularité. D'anciens cadres à l'instar de Michèle Ndoki, la première vice-présidente de l'organisation des femmes du MRC, qui s'est attelée à désacraliser l'autorité de l'hierarque du parti, vont affirmer plus tard n'avoir pas été associés à cette décision. D'autres comme Célestin Djamen, Emmanuel Kueka, Christian Fouelefack, Auréole Tchoumi, Richard Tamfu, Armand Noutack II ou encore Alex Nguépi, ont été démissionnaires, ostracisés ou exclus des privilèges inhérents aux conduites admises et instituées dans le MRC. L'idée est de brider toute velléité d'affranchissement des logiques dictées par l'instance décisionnelle. Des transgressifs du MRC tirent avantage de cette démobilisation et tiennent une opportunité de (re)conversion qui peut se traduire soit par la migration vers un nouveau parti politique, soit par la réactivation d'une formation politique dont ils sont fondateurs, soit par la création d'un nouveau parti politique au sein duquel ils jouent un rôle prépondérant, soit enfin, marquer une pause militante en attendant de voir l'avenir. Dans l'objectif de s'émanciper du lieu des apprentissages structurés en s'opposant de l'intérieur au tropisme unanimiste, ces acteurs politiques ont bouleversé les codes et les normes implicites qui régissent le « pluralisme de façade » du MRC. L'antinomie idéale et idéologique bat son plein. Autant on revendique un statut de démocrate pour une ouverture du jeu concurrentiel au plan national, autant on n'assume pas ses penchants autocratiques en interne en tant que le développement inverse de

la démocratie et la revendication d'un leadership à vie. La pleine expression du MRC dévoile ainsi l'ingénierie d'un processus de personnalisation qui pénètre son écosystème politique et rend compte d'une concentration du pouvoir entre les seules mains d'un dirigeant fort. Elle est réfractaire à toute tentative d'autonomisation et prédispose à la canalisation des pratiques monocratiques, malgré une rhétorique généreuse et chevaleresque d'un parti présenté comme le « creuset » de la démocratie au Cameroun. Le parti est en phase avec les stratégies de construction d'un héroïsme qui comprime la compétition politique au sein même du MRC dont la puissance est soumise à un système de contrôle contesté. Pour preuve, « seul candidat face à lui-même dans une élection sans suspense, le chef du MRC lors de la troisième convention nationale du parti en décembre 2023, a été réélu à + 99% » (Ouest Échos, 2023), enchantant littéralement ses adeptes par ce score stalinien, en revanche hué par les *e*-militants du RDPC. À rebours de cette analyse, les soutiens virtuels de Maurice Kamto pensent que le MRC fait face à deux antagonismes : « le régime Biya qui le combat tous les jours », l'empêchant de mettre en place son programme politique des libertés publiques. Mais aussi des « ennemis de l'intérieur » ou des agents internes de type « pathogène », qui, déçus de n'avoir pas obtenu des postes de député ou de maire, « sont entrés en concubinage avec l'adversaire pour se venger » (Ekanga, 2021). De l'autre côté, des dépréciateurs du MRC pensent que le parti est enfoui dans le positionnement stratégique par la fabrique identitaire. Les démissions inédites de personnages importants du MRC ont sans cesse fragilisé ses alliances objectives pour aiguiller la récusation tribale contre ce parti. Des observateurs de la scène politique camerounaise ont condamné la clôture autoritaire et la répression culturelle imposées par son « leader tribal ». Dieudonné Essomba pense à cet effet que : « Ce qu'on reproche à Kamto, ce n'est pas d'être Bamiléké ! C'est d'avoir utilisé ce statut pour réclamer le pouvoir » (Essomba, 2018). Il y a trace dans le MRC d'un imaginaire messianique qui laisse croire que Maurice Kamto est l'architecte d'intérieur de cette responsabilité. La représentation de « bamilékéisation » qui y prévaut renvoie à l'idée d'une normalisation de la spécification tribale et la revendication d'un hégémonisme ethno-politique de basse échelle, aux antipodes de l'inclusion et en rupture avec les comportements d'intégration au niveau partisan. En référant son agir à la réalisation des rêves narcissiques qui excluent l'*Autre*, le MRC est perçu par ses contempteurs virtuels qui lui affectent un coefficient identitaire, comme la propriété exclusive de l'Ouest-Cameroun pour accéder à la magistrature suprême. Du moins son directoire. Sa militance numérique revendique avec force un statut préférentiel à lui accorder dans la concurrence politique dédiée au MRC. Maurice Kamto y intervient non pas comme un révolutionnaire politique mais bien comme un

révolutionnaire identitaire. Elle y voit un instrument véhiculaire ou une enveloppe de sécurité qui permettra « enfin » à une figure tutélaire bamiléké d'occuper la plus haute fonction politique du pays. Fort de cela, « aucun membre du MRC ressortissant d'une tribu autre que celle de l'Ouest ne semble en mesure de prendre les rênes du parti » (Mvomo, 2022). Dès lors, les éréthismes, les connivences affectives et les liaisons covalentes font main basse sur le parti et surplombent les textes de droit et la nomenclature nomologique du MRC, expulsant du jeu politique des primaires, les nouveaux visages de l'alternance dotés pourtant d'un capital politico-humain non négligeable.

Dit autrement, *Facebook* a accéléré la fabrique d'un processus d'identification, d'individualisme et d'égoïsme dans le Cameroun virtuel. Les internautes pro-Biya qui critiquent le MRC pensent que les « talibans » veulent absolument savoir de quel côté vous vous situez : « soit vous êtes avec eux, soit vous êtes contre eux ». Si vos idées tendent à contredire les leurs, vous devenez sans filtre la cible quotidienne de spéculations, d'injures, de diffamation et d'attaques *ad hominem* sur les réseaux sociaux. Leurs postures épidermiques et amalgamées sur la toile mettent en scène un groupe monolithique replié sur lui-même qui s'est émancipé des règles minimales de l'échange civilisé. Malgré le fait qu'ils s'offusquent d'une réalité que d'autres adressent à partir d'angles différents, la pensée émue de ses membres doit triompher sur les forces numériques en présence. Le culte de la brutalité passe ici par d'interminables petits rituels d'humiliation et petites rapines – bordées d'insultes déversées quotidiennement sur des gens dont on ignore tout (Mbembe, 2017). Le 5 juin 2022, l'annonce faite par Michèle Ndoki de briguer la présidence du MRC lors du congrès du parti prévu en novembre (qui s'est finalement tenu du 9 au 10 décembre) 2023, a aussitôt provoqué une levée de boucliers (en interne) où son ambition politique n'a pas été favorablement accueillie par les tribunaux des réseaux sociaux. En faisant le pari d'affronter le moment venu le président en fonction du MRC lors de la dernière convention du parti, sa déclaration de candidature a suscité un déferlement d'hostilité sous-tendu par les miasmes identitaires du groupe *WhatsApp* et des pages *Facebook* de sa circonscription de Douala ¹⁴. Accusée de « trahison » et de « nkwa »

¹⁴ Lionel Mvomo rapporte que l'avocate en rupture de ban idéologique avec la hiérarchie du parti, pour qui « l'alternance est une partie de l'identité du Mouvement », fait régulièrement l'objet d'un « processus de destruction » taillé sur mesure par ses propres militants du MRC. Les partisans de Maurice Kamto reprochent à Michèle Ndoki « d'affaiblir la structure du parti » en complotant avec le RDPC dans le but « d'obscurcir l'image de Maurice Kamto, encore très populaire et perçu par ses "combattants" comme l'alternative la plus sûre au pouvoir en place ». Entre railleries et accusations, les réactions négatives ont inondé la toile. Pour certains, « Ndoki fait aussi le buzz hein ! Elle veut la place de Kamto, que lui a-t-elle dit qu'il y aura élection dans sa chose ? ». Pour d'autres, Michèle Ndoki est accablée de trahison. Florence Noumo, avocate et opposante installée en France, pense

par certains ou « d'agent du gouvernement » par d'autres, Michèle Ndoki a été la cible d'un « lynchage médiatique » dans son propre camp politique pour avoir souhaité « l'alternance » à la tête du MRC, qui est pourtant « une partie de l'identité du Mouvement » (Ndoki, 2022). Dans le même sillage, sur fond de désapprobation concernant quelques points de la ligne directrice de l'action du parti portés sur la place publique, la démission en mai 2023 de Sosthène Médard Lipot du MRC, « l'un des ténors et l'un des membres fondateurs de ce parti », a réveillé cette impression de purge des non-adjuvants identitaires. L'ex-conseiller spécial du président du MRC avait exprimé son indignation et fustiger la « fatwa » d'une « officine extrémiste d'essence clivante et haineuse » lancée contre lui, dénonçant en filigrane « l'indolence volontaire » et le « manque de soutien » de Maurice Kamto sur les discriminations compulsives de ses « frères enragés » qui ont noyauté le MRC et pris la direction du parti en otage. Dans un élan oratoire sur les réseaux sociaux qui pourrait étonner dans son parti, Sosthène Médard Lipot mettait pourtant en garde la hiérarchie du MRC contre l'activisme néfaste d'une « horde de tribalistes » travaillés par les logiques de violence¹⁵. Ce qui fait dire à Franck Fouté que si Maurice Kamto peut compter sur l'enthousiasme parfois immodéré de ses partisans, l'activisme de la version talibane des « tontinards » dans leur nébuleux duel contre les « sardinards » pose aujourd'hui un véritable problème au dirigeant du MRC. Leurs dérapages sur les réseaux sociaux pourraient finir par lui porter préjudice (Fouté, 2021). Le 2 juillet 2023, pour la première fois, Maurice Kamto a publiquement pris la parole pour regretter les « dérives langagières » observées sur la toile, invitant ses compatriotes de tous les bords « à exprimer leurs opinions sans insultes ». Mais cette consigne de Maurice Kamto semble avoir reçu très peu d'écho auprès de ses *followers* au regard de l'élargissement du conflit à d'autres acteurs de la scène politique camerounaise.

Néanmoins, Wilfried Ekanga s'oppose à la thèse tribale qu'on veut absolument imputer au MRC. Selon lui, « pour détruire le MRC », parti auquel il adhère, le régime a voulu en faire un « parti des Bamilékés », agitant le répertoire de l'ethnicité pour ébranler son président Maurice Kamto. Ce cadre du MRC réitère qu'« il n'y a pas de lutte entre le peuple Beti contre celui des Bamilékés. Il s'agit juste d'une idée que le régime veut insérer dans les têtes des citoyens comme une stratégie de conservation du pouvoir, afin d'amener les Camerounais à se

à propos de Michelle Ndoki que : « nous l'avons accueillie et magnifiée en raison de notre générosité légendaire. Nous savons aussi tourner la page de ceux qui nous tournent le dos ! ».

¹⁵ Entretien avec Sosthène Médard Lipot, le 8 juin 2025, à Yaoundé. Ancien conseiller spécial du président Maurice Kamto, cumulativement avec ses fonctions de secrétaire national à la communication du MRC, Sosthène Médard Lipot démissionne le 16 mai 2023.

désintéresser du programme politique de Maurice Kamto » (Ekanga, 2021). Son énoncé épouse en ce sens, les contours du paradigme des « vérités alternatives » de Fabrice Noah Noah qui pense que l'intérêt d'une telle démarche pour la classe dirigeante dans la construction du leader providentiel au sein du système politique camerounais, est qu'elle sert surtout à décrédibiliser l'opposition politique accusée, à tort, de communautarisme (Noah Noah, 2023).

Conclusion

L'élection présidentielle camerounaise de 2018 et celle de 2025 ont révélé les ethnonymes « sardinard » et « tontinard » comme deux façons de penser, d'être et d'agir en politique dans le numérique. Deux philosophies profondément antagonistes de l'expérience camerounaise font exister le groupe ethnique comme une catégorie politique servant de pôle de mobilisation idéologique et d'action politique pour le contrôle du pouvoir. Derrière elles, se démarque en réalité une compétition politique entre deux communautés camerounaises dont le flux sentimentaliste des militants en ligne se manifeste et se déverse dans les outils post-modernes de la communication. De même que se déploie la stigmatisation banalisée des origines des candidats et leurs militants dans les groupes virtuels en tant que vecteurs de tensions ethniques d'une société en faillite de valeurs. Aujourd'hui plus que jamais, l'adhésion des militants à un parti politique et le choix porté par les électeurs sur un candidat s'inscrivent davantage dans une démarche d'ethno-régionalisation plutôt que sur la base de l'objectivité raisonnable des revendications politiques et socioéconomiques. L'obédience ethnique constitue l'argument moteur et la frontière d' enrôlement des militants dans un parti politique. L'on souscrit à la politique d'un parti politique et on vote en faveur d'un candidat par la condition des solidarités identitaires et l'emprise émotionnelle des assignations ontologiques. Cette « politisation identitaire » (Menthong, 1998) qui se déploie dans le contexte électoral camerounais est vulgarisée et ampoulée par les ressources socio-numériques. Les réseaux sociaux relaient donc les scories des affrontements tribalistes qui altèrent fortement la préférence unitaire en faisant le choix de rompre avec son idéal rassembleur. Plus que tout autre type de scrutin, l'élection présidentielle renforce la corrélation primitive entre partis politiques et communautés, et cette tendance s'est exacerbée dans les agendas de captage de la fonction suprême de 2025 avec le risque de menacer la stabilité du Cameroun. Malgré la crainte d'une répétition à chaque élection présidentielle, avec en prime le sacrifice des fragiles équilibres sociaux, les leaders politiques ont enfin la responsabilité d'une désescalade verbale par la dé-communautarisation des partis politiques au Cameroun à travers le déblocage des utopies créatrices au profit des idées et des

programmes politiques concrets. Les partis politiques doivent en cela initier leurs militants à l'autocontrôle et à la sportisation politique quel que soit l'âpreté de la contrariété. La valeur ajoutée à ce processus, selon Anne-Féconde Noah, cadre du PCRN, est d'amener chaque citoyen « à dénoncer des comportements déviants pour préserver le vivre-ensemble à travers une meilleure connaissance de l'autre, la compréhension, le respect et l'acceptation mutuels »¹⁶. Des communautés historiquement imbriquées les unes aux autres, constituent à n'en point douter, des entités interdépendantes qui agissent pour l'intérêt supérieur de la nation. Quant à l'appareil gouvernemental, l'enjeu est de civiliser l'économie psychique des internautes par la pédagogie (éducation à la citoyenneté), mais surtout d'exiger la collaboration étroite des responsables des plateformes virtuelles, *Facebook* et *WhatsApp* en l'occurrence, afin de délivrer la politique des pesanteurs communautaristes et sanctionner les profils d'internautes responsables des propos haineux qui abondent sur la toile.

¹⁶ Entretien téléphonique avec Anne-Féconde Noah, porte-parole de Cabral Libii, le 2 juin 2025 à Yaoundé.

BIBLIOGRAPHIE

- ATEBA-EYENE, C., 2008, *Les paradoxes du pays organisateur : élites productrices ou prédatrices : le cas de la province du Sud-Cameroun à l'ère Biya (1982-2007)*, Yaoundé, Éditions Saint-Paul ;
- AYISSI, L., 2005, « Corruption et droits de l'homme », *Revue camerounaise de sociologie et anthropologie*, Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines, Université de Yaoundé I, vol.2, n°1, juin, : 55-70 ;
- BAHOKEN MIGNAMISSI, A. S., 2019, « Tribalisme numérique et crispations identitaires au Cameroun : De la floraison d'un discours tribal à l'urgence d'implémentation d'une éducation citoyenne républicaine », Notes de l'IPREVA (Initiative pour la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violents en Afrique), 10 décembre 2019, : 2-18 ;
- BIYINA, F., 2020, « Cameroun – Marches du 22 septembre 2020 : Célestin Djamen (MRC) fustige un "flop" », article de presse en ligne, 23 septembre 2020, consulté le 23 septembre 2020, www.cameroun-info.net ;
- BONGOUA, R., KOUACOU, KR. et ANNET, Éric, 2025, « De l'influence des réseaux sociaux numériques sur la performance scolaire des élèves en Côte d'Ivoire : une étude exploratoire », *Revue Internationale du Chercheur*, 6, 4, 715-733 ;
- CABLE WIKILEAKS 09YAOUNDE256_a, du 12 mars 2009 à 16h39 (jeudi) intitulé « Le ministre de la justice du Cameroun dit que le Nord supportera Biya, mais pas un autre Beti ou Bamiléké » ;
- COLLECTIF « Changer le Cameroun » : Le Cameroun éclaté ? Anthologie commentée des revendications ethniques, Yaoundé : Édition C3, 1992, : 595 ;
- CONESA, P., 2011, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont ;
- DESROCHE, H., 1990, « Nous avons dit « tontines ». Des tontines Nord aux tontines Sud. Allers et retours », LELART M., 1990, *La tontine. Pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, Ed. AUPELF-UREF. John Libbey Eurotext ;
- DIBAMOU, P., 2017, « Cameroun. Antoine Félix Samba : l'administrateur civil aux multiples visages », Mutations, article de presse en ligne, le 25 avril 2017, consulté le 21 août 2024, <https://camer.be> ;
- EKAMBI DIBONGUE, G., 2021, « Les Grassfields : la frustration historique de l'avoir sans le pouvoir ? », *Revue ivoirienne de gouvernance et d'études stratégiques (RIGES)*, n°8, : 43-67 ;
- EKANGA, W., 2021, « Pour détruire le MRC, le régime a voulu en faire un "parti bamiléké" », article de presse en ligne, le 15 novembre 2021, consulté le 25 mai 2023, <https://actucameroun.com> ;
- ESSOMBA, D., 2018, « Message aux Betis et au Cameroun », Tribune en ligne, le 27 octobre 2018, consulté le 29 février 2024, Jmtv Plus, <https://www.jmtvplus.com> ;
- ESSOMBA, D., 2018, « Ce qu'on reproche à Kamto, ce n'est pas d'être Bamiléké ! », Tribune en ligne, le 31 octobre 2018, consulté le 29 août 2025, <https://actucameroun.com> ;
- FERNANDEZ, L., 2021, « L'observation », in Antoine Bioy, Marie-Carmen Castillo et Marie Koenig (dir), *Les méthodes qualitatives en psychologie clinique et psychopathologique*, chapitre 10, Paris, Dunod, : 161-177 ;
- FOUDA, A. P., 2018, « La guerre politico-linguistique du Cameroun virtuel post-électoral », LE BLOG D'ALAIN PATRICK FOUDA, article de presse en ligne, 27 décembre 2018, consulté le 24 février 2024, <https://blogs.mediapart.fr> ;
- FOUTE, F., 2021, « Cameroun : Maurice Kamto peut-il s'affranchir des "talibans" ? », article de presse en ligne, 8 juillet 2021, consulté le 24 février 2024, <https://www.jeuneafrique.com> ;

- GIBLIN, B., 2012, « Géopolitique interne et analyse électorale (Naissance de la géopolitique interne) », *Hérodote*, n°146-147, La Découverte, 3^e trimestre 2012, : 71-89 ;
- ISSEKIN, Y., 2020, « Le vote communautaire est-il intermittent au Cameroun ? La géopolitique du RDPC à l'élection présidentielle de 2018 », *L'Espace Politique*, Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique, 40 I 2020-1 : *Pensées émergentes en géographie politique et géopolitique* + *Varia*, Mobilisations politiques, <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.7822> ;
- MANGA, J-M., 2018, « Appels et contre-appels du ‘peuple’ à la candidature de Paul Biya : affrontement préélectoral, tensions hégémoniques et lutte pour l’alternance politique au Cameroun », *Politique africaine* n°150, juin 2018, : 139-160 ;
- MBEMBE, A., 2017, « Afrique : Le lumpen-radicalisme et autres maladies de la tyrannie », *Le Monde Afrique*, article scientifique en ligne publié le 29 décembre 2017, consulté le 19 avril 2025, <https://france-fraternites.org/afrique-lumpen-radicalisme-autres-maladies-de-tyrannie> ;
- MENGUELE MENYENGUE, A. M. & MFENJOU NDAM A. R., 2023, « La dialectique paix et guerre dans le discours sur la succession présidentielle au Cameroun », *Revue Internationale du Chercheur*, 4, 2, : 418-444 ;
- MENGUELE MENYENGUE, A. M., 2021, « Lexique de la manducation, clivage politique de substitution et (dé)crispation post-électorale au Cameroun : le cas des étiquettes de *tontinards* versus *sardinards* », in Flora Amabiamina et Ferdinand Njoh Kome (dir). *Les métamorphoses africaines et leurs langages*, Paris, L'Harmattan, : 216-256 ;
- MENTHONG, H. L., 1998, « Vote et communautarisme au Cameroun : ‘un vote de cœur, de sang et de raison’ », *Politique africaine*, 69, Karthala, mars, : 40-52 ;
- MINFEGUE, C., 2018, Compte rendu de la revue *Politique et Sociétés*, « Cameroun. L'État stationnaire », *Politique africaine*, n°150, sous la dir. de Fred Eboko et Patrick Awondo, Paris, Karthala, 2018, diffusion numérique : 30 septembre 2019, <https://id.erudit.org/iderudit/1064737ar>, consulté le 16 juin 2023 ;
- MONO NDJANA, H., 1984-1985, « Le Banquet : esquisse d'un type idéal au sujet de la mentalité camerounaise », in *Le Synop. Bulletin du Cercle Universitaire d'Études et de Recherches Interdisciplinaires*, n°001. Communications et débats des séances de l'année universitaire 1984-1985, : 1-30 ;
- MOUICHE, I., 2000, « Ethnicité et multipartisme au Nord-Cameroun », *Revue africaine de Science politique*, vol.5, n°1, 2000, : 46-91 ;
- MUSTAPHA E., 2014, « Approche socio-économique du machiavélisme politique de nos gouvernants : Où comment gouverner par l'inanition », article scientifique en ligne, 8 novembre 2014, consulté le 10 février 2026, <https://cridem.org> ;
- MVOMO, L., 2022, « MRC : les douleurs de la première salve », *Lignes d'Horizon*. Savoir c'est bien, comprendre c'est encore mieux ! Mensuel, n°23, septembre ;
- NDOKI, M., 2022, « La question est celle de notre avenir », témoignage, in « Partis politiques. Les opposants de l'intérieur », *Lignes d'horizon*. Savoir c'est bien, comprendre c'est encore mieux ! Mensuel, N°23, septembre ;
- NGA NDONGO, V., 2005, « Médias étatiques et socialisation politique à l'ère du monopartisme au Cameroun », *Revue camerounaise de sociologie et anthropologie*, Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines, Université de Yaoundé I, vol.2, n°1, juin, : 76-96 ;
- NGOFFI, B., 2018, « De quoi les néologismes ‘Sardinard’ et ‘Tontinard’ sont-ils le nom au Cameroun ? », article de presse en ligne, 19 novembre 2018, consulté le 29 février 2024, <https://cameroonvoice.com> ;
- NJOYA, J., 2005, *Unité nationale et mutations politiques : essai sur la régulation symbolique et conservatrice du système politique camerounais (1982-2000)*, Thèse d'État en science politique, Université de Yaoundé II ;

- NOAH NOAH, F., 2023, « Vérités alternatives et construction de la figure du leader providentiel dans le système politique camerounais », *Éthique publique*, (Online), vol. 25, n°2, Online since 09 February 2024, connection on 09 May 2025.
URL : <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/8250> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.8250> ;
- ONDOA, A. R., 2021, « Comprendre les usages politiques de la cyberdémocratie au Cameroun : entre dispositif d'inclusion axiologique et géopolitique des identitarismes », *Revue Africaine de Droit et de Science Politique* (RADSP), DLK Les Éditions Le Kilimandjaro, vol.IX, N°19, 1^{er} semestre, janv-juin, : 241-272 ;
- OUEST ÉCHOS, 2023, « Maurice Kamto réélu à +99% », *Ouest Échos*, N°1319 du 12 au 19 décembre ;
- OWONA NGUINI, M. E., 2009, « Le gouvernement perpétuel en Afrique centrale : le temps politique présidentieliste entre autoritarisme et parlementarisme dans la CEMAC », in EWANGUE, J. L., (dir), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, : 9-14 ;
- OYANE, M., 2023, « Le désistement du MRC aux élections législatives et municipales camerounaises de 2020 : entre compétitivité hypothétique et représentativité hypothéquée », *Revue africaine de Science politique et sociale*, Raspos N°46, Oct – Nov – Décembre, : 103-128 ;
- PONTOIZEAU, P. T., 2018, « Francis Brochet, Démocratie smartphone. Le populisme numérique, de Trump à Macron », Éditions François Bourin, Résumé, Note de lecture, *Cahiers de psychologie politique*, N°33/Quantification et quantité Juillet 2018, : 1-4 ;
- POUNTOUGNIGNI MFENJOU, A., 2024, « Quand les stigmates deviennent des armes politiques », *Lignes d'horizon*. Savoir c'est bien, comprendre c'est encore mieux ! Mensuel, N°039, mai ;
- SHANDA TOMNE, J.C., 2012, « Cameroun : L'après Biya et les Betis », article de presse en ligne, 11 février 2012, consulté le 15 juin 2024, Correspondance via Emergence, <https://www.cameroon-info.net> ;
- TSANA NGUEGUANG, R., 2015, « Entrepreneurs-politiciens et populations locales au Cameroun », *Cahiers d'Études africaines*, n°220, : 811-836 ;
- VALLÉE, O., 2024, « Cameroun, le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) au cœur du pouvoir », une chronique d'Olivier Vallée, article de presse en ligne, consulté le 11 juillet 2024, <https://mondafrique.com> ;
- VALSERO (Général), 2019, <http://bit.ly/ValseroYT> Clip Officiel de Zombie ;
- ZELAO, A., 2005, « Les élections en territoire post-monolithique : la transfiguration du champ politique camerounais au détour du renouveau démocratique », *Revue camerounaise de sociologie et anthropologie*, Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines, Université de Yaoundé I, vol.2, n°1, juin, : 98-130.